

# PALESTINE – SOLIDARITÉ

<http://www.palestine-solidarite.org>

L'information est une arme au service de la paix. Sa diffusion est un acte de résistance

Dénoncer ne suffit plus, il faut expliquer, informer, transmettre

Les médias occidentaux dans leurs larges majorité ont de tout temps accepté les versions de l'armée israélienne et fermant les oreilles aux autres sources

Les informations contenues dans ce journal sont obtenues par la lecture journalière des journaux en ligne Afp- ats - Ap - Reuters, Al-manar - Chine nouvelle (Chine) ) CPI - IPC –Novosti- PNN- Wafa - Sana – Radio chine internationale - Al Manar - XINHUANET et Al-Oufok : Mouvement Démocratique Arabe

## Journal de Palestine

Les dossiers

N° 294 du 23.12

Par M. Lemaire

Ps : Avant de vous lancer dans la lecture du journal, noter ceci:: Ne soyer pas surpris d'entendre Sharon & consort parler de résistants, en lieu & place de terroristes : j'ai programmé mon ordinateur dans ce sens.

2 Ps : L'ordinateur ne corrige pas lorsque je parle d'action terroriste des occupants.

Vous retrouverez ce journal

a) sur mon blog : <http://www.dhblogs.be/categories/International.html>

b) sur le site : [www.palestine-solidarite.org](http://www.palestine-solidarite.org) à cette adresse :[http://www.palestine-solidarite.org/Journaux\\_Palestiniens.htm](http://www.palestine-solidarite.org/Journaux_Palestiniens.htm)

c) dans la rubrique "Le journal des Palestiniens" sur le site "Palestine, le secret dévoilé" :  
<http://www.palestinefr.net/jop.php>.

NB : Si vous voulez-me contacter ou obtenir le Journal par mail une seule adresse : [fa032881@skynet.be](mailto:fa032881@skynet.be)

Le signe # veut dire : important (à nos yeux)

Tiré a part

Chérif Boudelal : La Palestine meurtrie, son peuple massacré.

Lettre ouverte aux députés européens qui refusent d'être complices des crimes perpétrés par Israël contre le peuple palestinien, en leur nom et/ou grâce à leur silence.

1 Médias et Manipulation de l'opinion / Vidéos

1-1 While Christmas is coming.

1-2 Nehemia Strasler : Mais qu'est-ce qu'on leur a fait ?

1-3 Ilan Pappé : Le nettoyage ethnique de la Palestine.

1-4 Noël emprisonné en Terre Sainte.

1-5 Check points en Palestine occupée.

1-6 Jewish Telegraphic Agency : Des étudiants sont recrutés afin de faire la promo d'Israël.

3 Dossier

#### 4 Courrier des lecteurs & trouvé sur le net & témoignage

3-1 Point de vue de B. Michael Il ne reste rien d'Annapolis.

3-2 Conférence internationale de donateurs.

1 Bichara Khader : « On est en pleine fiction »

2 Karma Nabulsi : Divisé pour mieux régner à Paris.

3-3 Bruno Odent : « Pas de solution si la colonisation se poursuit »

3-3 Point de vue de Ahmad Samih Khalidi : Un "Etat" palestinien comme concept punitif.

3-4 Point de vue de Amira Hass : Israël : l'apartheid vise aussi les poubelles.

3-5 Dossier de Gideon Lévy : Tué en service.

5 Annexe - Géopolitique et stratégie – Réflexion.

5-1 Un Etat, deux Etats en Palestine : le faux débat.

---

## Tiré a part

### Chérif Boudelal : La Palestine meurtrie, son peuple massacré.

Lettre ouverte aux députés européens qui refusent d'être complices des crimes perpétrés par Israël contre le peuple palestinien, en leur nom et/ou grâce à leur silence.

Mesdames et Messieurs les députés,

Vous nous avez habitué par vos réactions automatiques quand les droits de l'Homme sont bafoués à travers le monde. Nous assistons à la plus grande atteinte des droits de l'Homme en Palestine historique, jamais connue depuis l'apartheid sud-africaine.

Après avoir boycotté la démocratie palestinienne, le monde, dit libre dont les pays membres de l'UE, assistent à la mort lente du peuples palestinien, notamment de GAZA, sous prétexte que Hamas la contrôle et refuse de rendre les armes.

Aujourd'hui tous les Palestiniens qui résistent à l'occupation israélienne sont menacé d'extermination physique.

Où est votre réflexe de défense des droits de l'Homme, Mesdames et Messieurs les députés ?

Cette lettre est adressée aussi à tous ceux qui ont encore un brin d'humanité qui interpelle leur conscience, et qui refusent le silence sur la barbarie d'un autre âge perpétrée par Israël au nom des victimes du nazisme et des juifs du monde, voire au nom de l'humanité entière.

La non assistance à peuple en danger est une forme de complicité

Israël veut exterminer le peuple palestinien ; il multiplie ses crimes aussi longtemps que le silence complice des grandes puissances et celui des défenseurs des droits de l'Homme se poursuit.

D'abord par l'embargo auquel participe l'union européenne (des centaines de personnes, et notamment des enfants meurent tous les mois faute de soins). Ensuite par le génocide au ralenti que les armées israéliennes commettent quotidiennement contre ce peuple qui ne veut pas mourir en lâche, en défiant tous les lâches du monde.

On compte des centaines de morts et de blessés tous les mois, tués par les armes. Pour la seule journée du mardi 17/12/2007, la veille de l'Aïd (la plus grande fête musulmane), 12 tués et plusieurs blessés dans une indifférence générale des « défenseurs des droits de l'Homme » ! Plus de 3000 arrestations depuis le début de l'année 2007 dont plus de 80 élus, y compris le président du parlement ainsi que plusieurs ministres du gouvernement d'Ismaël Haniya, pourtant légitime mais boycotté par les alliés d'Israël dont l'UE.

Le peuple palestinien a choisi de vivre ou mourir debout face aux lâches qui l'assassinent par tous les moyens militaires des plus sophistiqués, mais aussi par la famine et les maladies. Beaucoup d'enfants meurent pour cause de mal nutrition et par manque de soins. Des malades et femmes enceintes meurent aux barrages militaires car l'armée israélienne refuse de les laisser se rendre dans les hôpitaux pour accoucher ou se faire soigner. Et tout cela se passe au vu et au su de ce monde dit libre, avec la complicité lâche des médias occidentaux qui observent le silence total sur la nouvelle barbarie « du monde civilisé. »

Les lois des pays que vous représentez, Mesdames et Messieurs les députés, ne condamnent-elles pas ceux qui ne portent pas secours à personne en danger ?

La non assistance à peuple en danger est aussi une forme de complicité qui protège les assassins, et donc condamnable, du moins moralement pour l'instant.

Cependant, porter secours à un peuple cela ne signifie pas seulement lui donner de l'aumône pour sa survie, car cette assistance ne fait que prolonger sa souffrance et assurer l'éternité de ses bourreaux. Porter secours à un peuple c'est surtout imposer à ses bourreaux de respecter ses droits et reconnaître son existence sur sa terre.

Pour échapper à l'épuration ethnique, le peuple palestinien a besoin de votre aide.

Pourquoi Israël doit-il faire l'exception ?

La seule façon d'obliger Israël à reconnaître l'existence et les droits du peuple palestinien, de respecter les conventions et lois internationales, c'est de le sanctionner.

Le sanctionner par le Boycott, sur tous les plans et dans tous les domaines.

L'UE a sanctionné le gouvernement palestinien d'Ismaël Haniya légitimement élu, mais elle a soutenu Israël dans ses agressions en continuant à avoir des relations privilégiées avec lui ! Elle a sanctionné et menace de sanctionner d'autres pays de la région moyen-orientale qui ne se plient pas au dictat des USA, mais elle ferme les yeux sur les infractions répétées des lois et conventions internationales commises par Israël !

Pourquoi Israël doit-il faire l'exception ? Ne soyez pas complices vous-mêmes de ces injustices et ces crimes contre l'humanité, Mesdames et Messieurs les députés, car les Palestiniens sont aussi des humains.

Dénoncez et boycottez ceux qui soutiennent Israël, lui permettant de continuer à assassiner impunément un peuple innocent et sans défense.

Par leur soutien à Israël, ils empêchent les enfants palestiniens et israéliens de naître, de grandir et de vivre en paix, pendant qu'eux-mêmes et leurs familles vivent dans le confort et en paix dans leurs pays respectifs.

Beaucoup de ces serviteurs d'Israël agissent de l'intérieur même de vos honorables institutions, qu'elles soient internes aux pays qui composent l'Union européenne ou de l'intérieur du parlement européen lui-même.

Dénoncez-les et boycottez-les en même temps qu'Israël.

N'acceptez pas que l'on commette des horreurs en votre nom, au nom de vos États et de vos peuples respectifs.

Ne commettez pas les mêmes erreurs que ceux qui ont fermé les yeux sur le génocide des Juifs d'Europe - dont beaucoup des enfants de petits-enfants et arrière-petits-enfants des victimes des nazis, sont devenus des bourreaux des Palestiniens aujourd'hui.

L'histoire, quant à elle, elle n'oublie personne en bien ou en mal. A chacun de choisir le qualificatif qui correspond à sa nature et qu'il mérite.

Chérif BOUDELAL

---

## 1 Medias/Vidéos

### 1-1 While Christmas is coming...

While Christmas is coming and Bethlehem is supposed to be the villages where "the man" was born, Walls and Checkpoints destroy people's lives and livelihoods.

Have a look at the following short videos:

Please watch on this video the grove grabbed from the Aida Camp:

Another video, made by kids from Aida camp (Ar-Rowwad center):

Transmis par Serge Deruette

Traduction Google

Alors que Noël arrive et Bethléem est supposée être les villages où «l'homme» est né, Murs et postes de contrôle de détruire la vie des gens et des moyens de subsistance.

Jetez un coup d'œil à la suite de courtes vidéos:

S'il vous plaît regarder cette vidéo sur le bosquet récupéré sur le camp d'Aida:

[Http://www.youtube.com/watch?v=HMyjyWn-8Ac](http://www.youtube.com/watch?v=HMyjyWn-8Ac)

Une autre vidéo, réalisés par les enfants du camp de Aida (Ar-Rowwad centre):

[Http://youtube.com/watch?v=d1FaWE1SIZk](http://youtube.com/watch?v=d1FaWE1SIZk)

Amicalement

### 1-2 Nehemia Strasler : Mais qu'est-ce qu'on leur a fait ?

[Sur la vision déformée qu'a le public israélien de l'enchaînement des événements, à Gaza en particulier.

Ainsi, écrit Strasler, par la faute de médias défaillants, "se forme une opinion publique extrémiste"]

Il y a une vieille histoire juive qui raconte qu'une mère aimante prodiguait ses derniers conseils à son fils avant son départ pour la guerre : « Tue un Turc, puis repose-toi. »

Le fils : « Et si c'était le Turc qui essayait de me tuer ? »

La mère écarquille les yeux : « Pourquoi voudrait-il te tuer ? Qu'est-ce que tu lui as fait ? »

Voilà exactement le genre de bonne conscience qui accompagne notre attitude à l'égard des Palestiniens. Cela saute aux yeux avec les reportages de la télévision, la radio et les journaux, qui ne rendent qu'une image partielle du conflit. Car quand l'emportent les considérations d'Audimat, ou de pure lâcheté, l'information à laquelle le public a droit est biaisée. C'est ainsi que se forme une opinion publique extrémiste, qui pense que la justice est de notre seul côté, car après tout, « qu'est-ce qu'on leur a fait ? »

Mercredi dernier, les médias ont rapporté les graves attaques à la roquette sur Sderot. Vingt roquettes avaient été tirées sur la ville, et le maire Eli Mouyal présentait sa démission en direct à la radio (démission retirée le même jour, à la demande d'Ehoud Barak, ndt). Les bulletins d'information, sur les trois principales chaînes de télévision, étaient dramatiques. Les

journalistes ont interviewé des habitants de Sderot furieux, qui exigeaient une action militaire immédiate et très

dure dans la bande de Gaza. L'une des Qassam avait frappé la maison d'Aliza Amar. Celle-ci, blessée, était transportée dans un hôpital d'Ashkelon.

Il est clair que la situation à Sderot et dans les localités proches de la bande de Gaza est très difficile, et qu'elle mérite d'être couverte le plus largement possible. Mais cette histoire comporte plusieurs angles, que les chaînes de télévision ne présentent absolument pas. Aucune des chaînes n'ajugé bon de rappeler au téléspectateur que plusieurs jours avant les

attaques sur Sderot, l'armée avait entamé une action à grande échelle à Gaza, la deuxième en importance depuis le désengagement.

Mardi dernier, la veille du tir de barrage sur Sderot, trois personnes étaient tuées à Gaza par un obus tiré par un tank sur une maison, au sud-est de Khan Younis. Deux autres tuées par une bombe larguée par un avion sur leur véhicule, et une autre a "trouvé la mort" dans la région de BeitHanoun.

D'après Tsahal, tous ces morts étaient des terroristes membres du Jihad islamique. Au total, 13 personnes tuées au cours de l'action, et 40 arrêtées pour être interrogées.

Le Jihad islamique annonça qu'il se vengerait, et le lendemain, les roquettes plurent sur Sderot. Le lien était clair. Mais en images, cela ne rend pas bien. Parler d'Arabes qui "vengent" leurs morts n'est pas bon pour l'Audimat. Il est bien plus facile et "fédérateur" de ne montrer qu'un côté de l'histoire : la souffrance des habitants de Sderot. Ainsi, l'histoire devient simple : des Arabes, méchants et irrationnels, tirent sur nous sans raison.

Le discours sur le retrait de Gaza souffre des mêmes syndromes de superficialité et de partialité. On nous raconte que nous nous sommes retirés de Gaza, et que, bizarrement, ils nous tirent toujours dessus. Or, nous nous sommes retirés de Gaza de la pire des manières possible. Ariel Sharon n'a pas voulu parler à Mahmoud Abbas, ni coordonner le retrait avec

lui. Il n'a pas voulu qu'Abbas en retire un quelconque bénéfice.

Et nous nous sommes retirés unilatéralement. Après, on s'étonne qu'à Gaza, le Hamas ait détrôné Abbas ?

En réalité, immédiatement après le retrait, le calme a régné. Mais qui s'en souvient et qui a envie de nous le rappeler ? Il n'y avait pas de tir de Qassam et la trêve était respectée. Mais c'est alors qu'Israël a dit que, bien qu'il se soit retiré de Gaza, il continuerait à pourchasser les membres du Jihad islamique en Cisjordanie. L'armée s'est lancée dans une grande

campagne d'opérations d'assassinats en Cisjordanie, puis le Jihad a annoncé son intention de se venger dès que cela serait possible. Ainsi, les tirs sur Sderot reprurent, à un rythme plus élevé, et Tsahal réagit par des assassinats à Gaza. Depuis lors, le cycle infernal ne s'est jamais arrêté, y compris les événements de ces derniers jours, qui promettent une escalade supplémentaire.

Il y aurait beaucoup à dire sur le retrait de Gaza, mais personne ne rappelle que Gaza est encerclée et affamée. Depuis le retrait, la situation se détériore. Le taux de chômage atteint 60%. Sur les 1,5 million d'habitants, 1,1 million ne vivent que grâce à la nourriture qu'ils

reçoivent de diverses organisations des Nations unies, soit le pourcentage le plus élevé au monde.

Récemment, Israël a réduit la quantité de produits livrés à la bande de Gaza, y compris la nourriture, ainsi

quel'approvisionnement en fioul. Tout cela provoque des pénuries extrêmes, un immense désespoir et le sentiment qu'il n'y a plus rien à perdre. Il est clair que dans une telle situation, la haine l'emporte et le désir de vengeance est le seul espoir. Mais ici, tout ce dont on parle, c'est la souffrance des habitants de Sderot.

Exactement comme la mère juive de l'histoire : « Mais qu'est-ce qu'on leur a fait ? »

**Nehemia Strasler**

Ha'aretz, 19 décembre 2007

Traduction : Gérard pour La Paix Maintenant

<http://www.haaretz.com/hasen/spages/936024.html>

### 1-3 Ilan Pappé : Le nettoyage ethnique de la Palestine.

L'universitaire Ilan Pappé s'est fait un nom, dans les années 1980, en tant qu'un de ces « nouveaux historiens » israéliens, qui s'attachent à faire la chronique des crimes de guerre et de la purification ethnique dont les Palestiniens ont été les victimes, durant la première guerre israélo-arabe de 1948. Auteur de plusieurs ouvrages critiquant les mythes « héroïques » de l'histoire sioniste, il enseignait les sciences politiques à l'université de Haïfa, et il est le directeur académique du Centre de Recherche pour la Paix de Givat Haviva.

Avocat dévoué des droits des Palestiniens, il a lancé un appel à ostraciser Israël internationalement, à la manière dont l'Afrique du Sud de l'apartheid avait été soumise aux pressions internationales. Cela lui a valu d'être fustigé par un magazine sioniste de droite, Front Page, qui l'a présenté comme « l'Israélien le plus haï en Israël ».

En 2002, il a fait l'objet d'une enquête de sa propre université, en raison de son soutien à un étudiant en maîtrise qui avait révélé un massacre de Palestiniens, à Tantura, en 1948. Mais il a refusé de coopérer à cette enquête, qu'il a dénoncée en la qualifiant de « procès truqué » et de « mascarade maccarthyste ».

Les accusations pesant sur lui furent par la suite annulées.

Son dernier ouvrage, paru en 2003 est « Une histoire de la Palestine contemporaine », dont il prépare actuellement la deuxième édition.

En 1996, il s'est présenté comme candidat à la Knesset sur la liste du Hadash emmenée par le Parti communiste israélien.

## Al-Oufok

Le nettoyage ethnique de la Palestine)  
Date de Parution : 13/02/2008  
Collection : Documents  
Code ISBN / EAN : 9782213633961 / Hachette : 3536414  
Format (153 x 235)  
Nombre de pages : 350  
Le site sur <http://www.aloufok.net/>

### 1-4 Noël emprisonné en Terre Sainte.

Voir la petite ville de Bethléem cernée de murs, de nouvelles colonies hideuses, de miradors, coupée de ses villages, de ses paysages bibliques et dépossédée de son héritage chrétien, ne peut laisser sans réagir.

#### « Ils ont emprisonné Noël à Bethléem : Le mur doit tomber »

<http://www.youtube.com/watch?v=HMjywn-8Ac>

On ne saurait oublier que c'est avec la complicité de nos Etats, étrangement silencieux, qu'Israël s'acharne contre les natifs chrétiens et musulmans de Bethléem qui forment, depuis des siècles, une société multiculturelle unique. Rendons ici hommage au vénérable Patriarche latin de Jérusalem, Michel Sabbah qui, dans son message de Noël, [1] a fermement rappelé son refus d'un Etat à caractère juif, donc discriminatoire.

*"La terre appartient aux trois religions, sans aucune exclusion d'une religion ou d'une autre. C'est pourquoi établir un Etat religieux, à caractère religieux, juif ou musulman, cela revient à exclure une autre religion, cela veut dire traiter injustement les croyants des autres religions"*

*"Il faut un Etat politique normal qui soit un Etat qui donne les mêmes droits et les mêmes devoirs à tous ses citoyens juifs, musulmans, chrétiens, druzes"*

*"Le fort, qui a tout en main, celui qui impose l'occupation à l'autre partie, a l'obligation de voir ce qui est juste pour tous et d'avoir le courage de l'accomplir"*

*"Si Israël décide de faire la paix, il y aura la paix".*

Alors que la colonisation et les persécutions contre le peuple palestinien se poursuivent, le message de Mgr Michel Sabbah sera-t-il enfin entendu par Israël ?

**Silvia Cattori**

### 1-5 Check points en Palestine occupée.

Bethléem : La cruauté de l'occupation israélienne montrée sur le vif

Sortir, marcher, aller travailler, continuer de vivre malgré les innombrables entraves, est un geste de défi et de résistance en Palestine.

<http://fr.youtube.com/watch?v=V3b0NVBsPDO&feature=related>

Ici, ce sont de simples travailleurs de Bethléem et des villages environnants qui doivent s'aligner dès 4 heures du matin et attendre des heures durant, dans l'espoir que les soldats israéliens daignent leur accorder le droit de traverser le check point de Gilo (Gilo est le nom d'une des colonies illégales qui asphyxient Bethléem), pour pouvoir se rendre à Jérusalem et arriver à temps sur leurs lieux de travail.

#### Gilo barrage et murs enfermant la population de Bethléem

<http://fr.youtube.com/watch?v=317rcVmst5k&feature=related>

<http://fr.youtube.com/watch?v=BEKKpiegnwk&feature=related>

<http://fr.youtube.com/watch?v=Zg3RDgFv3Xo&feature=related>

Ce sont des images volées, filmées à l'insu des soldats israéliens, qui montrent, mieux que des mots, que les Palestiniens sont traités quotidiennement comme des bestiaux dans les quelques 550 postes militaires permanents, comme celui de Gilo, qui quadrillent et paralysent leur pays ; alors même que ces gens extraordinairement patients -présentés comme une menace par Israël- cherchent simplement à se déplacer d'une ville à l'autre, à aller travailler pour survivre et faire survivre leurs familles.

Ces images illustrent, si besoin était encore, la cruauté d'un Etat occupant protégé par les grandes puissances et les principales organisations juives dans le monde ; la cruauté d'un Etat colonial qui n'a de cesse d'inventer des mesures de plus en plus contraignantes et répressives pour faire plier un peuple qui ne se rend pas.

#### Tout cela est indigne d'un Etat quel qu'il soit !

Dans quel pays, à part Israël, une armée a-t-elle jamais soumis, aussi longtemps, à autant de persécutions et d'humiliations, un peuple qui vit légitimement sur sa terre ?

Le silence complice de nos Etats dits « démocratiques » devant de pareilles injustices est une honte que nous ne devons pas cesser de dénoncer.

**Silvia Cattori**

Voir aussi : <http://www.silviacattori.net/article349.html>

### 1-6 Jewish Telegraphic Agency : Des étudiants sont recrutés afin de faire la promo d'Israël.



Une association de relations publiques (hasbara) recrute des étudiants en tant que pom-pom girls d'Israël sur les campus

L'association StandWithUs [Serrons les Rangs !] offre jusqu'à un millier de dollars américains par an, ce semestre, à 38 boursiers Emerson (des dirigeants d'associations d'étudiants juifs) appartenant à des grandes écoles et à des universités ciblées par cette organisation. Leur mission consistera notamment à faire venir des conférenciers et des films montrant Israël sous un jour positif.

Les responsables de StandWithUs ont indiqué à des journalistes qu'ils accordaient une considération particulière aux candidats venant de « campus problématiques », tels ceux de Columbia, du Massachusetts Institute of Technology, et de l'Université du Michigan, que l'organisation considère comme des serres pour les sentiments anti-israéliens.

Ce sont plus de cent étudiants qui ont jusqu'ici fait acte de candidature à l'obtention de ces bourses, financées par les philanthropes californiens Rita et Steven Emerson.

StandWithUs est une association éducative internationale pro-israélienne.

Elle a été fondée en 2001.

[Jewish Telegraphic Agency,](#)

17.12.2007

<http://www.jta.org/cgi-bin/iowa/breaking/105928.html>

Traduit de l'anglais par Marcel Charbonnier

---

### 3 Dossier

Ndlr : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage les analyses ou point de vue des auteurs, mais doit être vu comme information

#### 3-1 Point de vue de B. Michael Il ne reste rien d'Annapolis.

Les festives déclarations du sommet américain de la paix promptement remplacées par cette bonne vieille routine Il serait difficile de trouver une personne sensée qui pensait sérieusement que quoi que ce soit de significatif pût sortir d'Annapolis. Pourtant, même les pessimistes les plus avertis ont certainement été surpris par la rapidité avec laquelle les affaires sont retournées à leur ancien état de fatigue.

Deux semaines à peine se sont écoulées depuis la Conférence d'Annapolis et tous les mots qui y ont résonné se sont dissipés comme un cas bénin de flatulence. Rien n'a démarré, rien n'a été stimulé et il n'y a aucun processus en cours. Il ne se passe rien. Tout est rapidement retourné à cette bonne vieille routine, et tout ce à quoi on s'attendait, s'est effectivement produit – mais plus tôt que prévu.

L'opération militaire dans la Bande de Gaza va déjà, doucement, son chemin, et on ne sait pas bien si c'est l'effet d'une volonté ou d'un acte réflexe. La routine des quatre Palestiniens tués par jour a déjà été relevée à six Palestiniens tués par jour (tous étant, comme d'habitude, « armés », jusqu'à preuve du contraire). Et avec cette élévation du nombre de victimes quotidiennes, nous avons vu une augmentation du quota journalier de tirs de roquettes. Comme d'habitude.

La routine des arrestations prospère à nouveau en Cisjordanie. Les barrages routiers n'ont pas bougé d'un pouce. L'entreprise des brutalités et des abus travaille de nouveau à plein régime. Très bientôt, nous verrons le retour des sympathiques éliminations ciblées.

#### Berner nos voisins

Et de nouveau, nous construisons dans les colonies, faisant les malins avec les Américains, dupant nos voisins, gardant la coalition gouvernementale intacte grâce à la souffrance des Palestiniens, et jurant de garder Jérusalem pour l'éternité, de même que les hauteurs du Golan, la Vallée du Jourdain, les blocs de colonies, et diverses autres zones.

Mais surtout, nous renforçons le dirigeant palestinien, Mahmoud Abbas. Comme d'habitude.

Toutefois, à l'avenir, ne serait-ce que pour économiser l'argent et ménager les efforts, il ne devrait pas être nécessaire d'organiser une réception de foule, bruyante de surcroît et non rentable. Il suffirait d'envoyer les deux dirigeants locaux à Washington, de leur joindre quelques représentants américains et de leur demander de se serrer la main et de danser une ronde tout en entonnant des chansons d'enfants.

Le bénéfice diplomatique qui résulterait d'une telle réunion ne différerait en rien des bénéfices tirés d'Annapolis, mais au moins, cela illustrerait plus fidèlement ce qui se déroule au Proche Orient.

[B. Michael](#)

Ynet, 16 décembre 2007

[www.ynetnews.com/articles/0,7340,L-3483013,00.html](http://www.ynetnews.com/articles/0,7340,L-3483013,00.html)

(Traduction de l'anglais : Michel Ghys)

---

#### 3-2 Conférence internationale de donateurs.

## 1 Bichara Khader : « On est en pleine fiction »

Entretien Françoise Germain-Robin - Bichara Khader

Le chercheur belge, enseignant à l'université de Louvain, évoque la limite de contributions financières ne pouvant « servir qu'à couvrir les méfaits de l'occupation ».

Bichara Khader est directeur du Centre d'études et de recherches sur le monde arabe contemporain de l'Université catholique de Louvain.

Cet intellectuel belge d'origine palestinienne (il est le frère de Naïm Khader, ancien représentant de l'OLP assassiné à Bruxelles) est un spécialiste réputé des relations euro-arabes (1). Il répond à nos questions.

**Est-il crédible de prétendre financer un État inexistant, dont on ne connaît ni les contours ni les frontières ?**

Bichara Khader. On est en pleine fiction ! La Conférence entend débloquer cinq milliards et demi de dollars, ce qui correspond aux demandes faites par le premier ministre palestinien El Fayyad. Mais je ne vois pas en quoi injecter une somme pareille, dans une économie totalement ravagée par la colonisation, peut être utile aux Palestiniens.

**Dans quel état est effectivement l'économie palestinienne ?**

Bichara Khader. Elle est détruite. Il est même difficile de parler encore d'une économie palestinienne. Le principe fondamental de toute économie est la libre circulation des personnes et des marchandises. Or les territoires palestiniens sont fragmentés par plus de 500 barrages qui entravent totalement cette circulation. Un paysan de Jenine ne peut pas aller vendre sa production à Ramallah. Les Palestiniens n'ont aucun débouché pour leurs produits, ni intérieur, ni extérieur. Ils ne peuvent pas exporter une caisse d'oranges sans autorisation israélienne. Que ce soit vers les pays arabes ou vers l'Europe. Les marchandises agricoles doivent passer par les ports israéliens. Elles y restent à moisir sur les quais et ne sont plus comestibles quand elles arrivent à destination. Quant au secteur de la petite industrie – cimenteries, fabriques de savons, de textile –, il s'est totalement effondré lui aussi.

Depuis 2000, les Palestiniens ont perdu la moitié de leur revenu intérieur brut. Le chômage dépasse les 45 % à Gaza, où 35 % de la population vit dans un état d'extrême pauvreté. Et on n'est pas très loin de ce chiffre en Cisjordanie.

**Dans un tel contexte, toute contribution financière n'est-elle pas une bouffée d'oxygène ?**

Bichara Khader. Les contributions financières sont les bienvenues, mais elles ne peuvent guère servir qu'à couvrir les méfaits de l'occupation. En aucun cas à relancer l'économie, aussi longtemps que le blocus et la fragmentation du territoire perdurera.

Au cours des vingt dernières années, la Communauté internationale a versé plus de 5 milliards d'euros, et la situation est pire qu'il y a vingt ans. Ces dépenses ont seulement servi à maintenir en place une Autorité palestinienne fictive et à couvrir les méfaits de l'occupation israélienne. Un exemple : l'aéroport de Gaza, qui avait été entièrement financé par l'Union européenne, a été détruit par Israël et labouré au bulldozer. Et il en est de même du port.

**En quoi ces dépenses ont-elles aidé les Palestiniens ?**

La vraie question que devraient se poser les Américains et les Européens, c'est celle de la viabilité. Or, il n'y a pas de viabilité d'une économie tant qu'elle subit de telles entraves, tant que les Palestiniens ne sont pas les maîtres de leurs ressources. Prenez l'eau : 60 % des ressources en eau sont détournées et utilisées par Israël. Un autre vice de cette conférence, c'est qu'elle est aussi faite pour marginaliser le Hamas et diviser les Palestiniens. Si on veut vraiment du bien aux Palestiniens, il faut oeuvrer à leur unité, pas à leur division. Il faut aussi et avant tout arracher à Israël des engagements réels de lever le blocus de l'économie, les barrages sur le territoire et d'arrêter la colonisation. Mais voyez ce qui se passe depuis Annapolis, il y a moins d'un mois : plus de 40 Palestiniens ont été tués et Israël a décidé de construire 307 nouveaux logements coloniaux à Ar Homa. Tant qu'Israël continue de créer des faits accomplis qui rendent impossible la création d'un État palestinien, de telles conférences ne servent à rien.

Bichara Khader est l'auteur de plusieurs ouvrages. Il vient de publier une étude critique sur le projet d'Union méditerranéenne cher à Nicolas Sarkozy. L'Europe et la Palestine des Croisades à nos jours (1999, l'Harmattan, Académia). Le partenariat euro-méditerranéen vu du Sud (2001). Palestine, mémoire et perspective (2005). Publié le 19 décembre avec l'aimable autorisation de [l'Humanité](#).

**Source : Le Web de l'Humanité**

<http://www.humanite.fr/...>

Mardi 18 décembre 2007

## 2 Karma Nabulsi : Divisé pour mieux régner à Paris.

*Derrière les dollars des donateurs on trouve une alliance contre nature visant à détruire le Hamas à Gaza – peu importe le coût humanitaire payés par les palestiniens ordinaires.*

L'actuelle stratégie dans l'implication internationale en Palestine vient juste d'entrer dans sa phase la plus dangereuse, la plus choquante et la plus sordide.

Des scènes hallucinantes de gaspillage apocalyptique de l'argent des contribuables se sont déroulées ici à Paris hier (17/2/07 ndlt) alors que le ministre français des affaires étrangères Bernard Kouchner s'est emparé d'un micro pour harceler les états membres pour qu'ils donnent encore plus de millions d'aide aux palestiniens souffrants.

Pendant ce temps, on déclare que Gaza est sur le point de s'effondrer économiquement dans des proportions catastrophiques selon l'ONU, le CICR, La Banque Mondiale et Oxfam.

Est-ce que les millions promis hier avaient pour but de s'occuper de la crise actuelle ?

La réalité d'autant plus aberrante et malheureusement peu traitée c'est que l'initiative des donateurs d'hier crée en fait cette crise.

L'argent doit être dépensé pour accroître le siège politique, économique, social, et civil de Gaza, en augmentant la division du peuple palestinien, en renflouant une direction ruinée, et en sabotant toute chance d'unité nationale pour les palestiniens. Ce n'est certainement pas de l'assistance au peuple palestinien (comme la version officielle en fait la propagande) mais plutôt de l'argent donné directement à la direction de l'Autorité Palestinienne.

Son seul but ?

Détruire le Hamas – Le seul agenda qui maintenant unis les US, Israël et la direction de l'AP. Cette stratégie de « punir le Hamas et leur donner une leçon » comme l'a dit l'un des ministre du cabinet palestinien, c'est en pratique punir leur propre peuple de la manière la plus perverse, cruelle et sans merci.

A Gaza, le peuple est affamé. Le commerce s'est complètement effondré. La majorité des gens vivent bien en dessous du seuil de pauvreté, la majorité maintenant survivant de dons. Seuls les approvisionnements « humanitaires » sont autorisés via Israël; ainsi il n'y a pas de papier pour écrire, pas de batteries pour votre radio ou votre appareil auditif ; pas de graines pour les fermiers. Des personnes meurent à la frontière, l'armée israélienne leur refuse l'autorisation de recevoir des soins médicaux spéciaux à l'extérieur de Gaza.

Ce sont les plus vulnérables des palestiniens, ceux qui sont le plus dans le besoin, qui paient le prix de cette stratégie vicieuse, inhumaine, car rien de cette argent ne sera affecté pour lever le siège de Gaza.

Au lieu de cela, le blocus sera intensifié. De cette façon, les américains, les israéliens et l'Autorité Palestinienne croient qu'il vont affaiblir le Hamas (qui, ne l'oublions pas, a pris le pouvoir suite à des élections démocratiques) et d'une certaine façon, selon cette stratégie démentielle et idiote, que l'Autorité Palestinienne qui ne gouverne plus maintenant que la ville de Ramallah, regagnera son autorité si ce n'est le contrôle. Et jusqu'à ce que ce moment fantastique arrive, quand ils ré émergeront triomphalement – probablement perchés sur les tanks israéliens entrant dans Gaza – le peuple, les institutions, les associations et spécialement les enfants de Gaza devront souffrir inutilement et terriblement.

Que l'AP non seulement soit en collusion avec cette politique mais en fait qu'elle soit activement engagée dans celle-ci, cela veut dire qu'elle a fait un pas irréversible la séparant catégoriquement et irrévocablement de toute légitimité nationale. Ceci parce que le consensus populaire des palestiniens, à la fois en et en dehors de Palestine, reste la demande de la création d'un gouvernement d'unité nationale, et non pas une guerre civile fabriquée, s'appuyant sur la machine de guerre israélienne et une épaule guerrière occidentale pour aider à la mettre en application. Ce fait est bien connu de tous les acteurs internationaux qui n'ont pas donné leur accord à cette approche israélienne pour résoudre le conflit.

On reconnaît aussi que l'unité nationale est le prochain pas urgent à faire sur le chemin de la paix. En fait, certains gouvernements arabes ont fait leurs promesses hier en posant comme condition la création d'un gouvernement d'union nationale. En même temps, les israéliens et les américains ont faire clairement comprendre à l'AP qu'à toute ébauche de dialogue avec le Hamas, les privilèges et les fonds pour la direction palestinienne – les fruits du « processus de paix » - seraient immédiatement coupés. Malheureusement, ils n'ont pas besoin d'encouragement.

Certains qui sont attachés à cette initiative actuelle lancée à Annapolis commencent maintenant à comprendre les dangers extrêmes de cette politique, et à quel point elle nous éloigne de la paix. Ces cinq dernières années, les agences internationales, et les institutions impliquées dans les territoires occupés palestiniens ont expliqué que cette aide, spécialement ce type d'aide, n'est pas la solution. Cette aide est le problème.

Karma Nabulsi

The Guardian, le 18 décembre 2007

Traduction Mireille Delamarre pour [www.planetenonviolence.org](http://www.planetenonviolence.org)

**Source : Planète non violence**

<http://www.planetenonviolence.org/...>

### 3-3 Bruno Odent : « Pas de solution si la colonisation se poursuit »

À l'issue de la conférence des pays donateurs à Paris, le président palestinien Mahmoud Abbas a souligné hier devant la presse combien la mise en oeuvre de nouvelles constructions dans les colonies israéliennes était un obstacle au processus lancé au début du mois à Annapolis. « Nous avons clairement dit qu'Israël devait arrêter la construction et l'extension de colonies », a-t-il indiqué.

Cette poursuite de l'extension des implantations juives est tellement contradictoire avec la visée de la constitution d'un État palestinien pourtant affirmée par les différents participants à la conférence, que l'Union européenne (UE) et les États-Unis ont réagi en critiquant les décisions israéliennes, estimant qu'elles pourraient effectivement affecter les arrangements d'Annapolis.

Lundi, alors même que se déroulait la conférence de Paris, un haut responsable israélien avait confirmé que les autorités israéliennes allaient autoriser des constructions à l'intérieur de colonies en Cisjordanie. Ces permis de construire seraient « strictement confinés dans les limites actuelles des colonies concernées », a-t-il justifié.



Comment croire dès lors à un prochain démantèlement des colonies si celles existantes sont sans cesse renforcées. Pour les Palestiniens, a fait observer Mahmoud Abbas, « le gel total des constructions » dans ces implantations, réclamé par la « feuille de route » internationale de 2003, est une condition cruciale des négociations.

Le président palestinien a réservé par ailleurs un « accueil favorable » à la proposition de Nicolas Sarkozy d'une force internationale destinée à aider les services de sécurité palestiniens. Le président français avait proposé, à l'ouverture de la conférence de Paris, la création d'une telle force chargée, « le moment venu et lorsque les conditions en seront réunies », de suppléer la police palestinienne.

Si le déploiement d'une force d'interposition internationale entre Israéliens et Palestiniens pouvait être particulièrement bienvenu pour empêcher les agressions armées contre les populations civiles de part et d'autre ou les initiatives en contravention avec les résolutions de la communauté internationale, ce n'est naturellement pas de cela dont il s'agit ici. Le projet de déploiement d'une force européenne s'inscrit dans une logique strictement sécuritaire focalisée uniquement sur la partie palestinienne. Elle jette ainsi une lumière particulièrement crue sur le type de règlement que cherchent à imposer les États-Unis et leurs alliés, prêts, certes, à épauler les Palestiniens pour qu'ils maintiennent l'ordre vaillamment que vaillent dans les territoires, tout en exemptant la partie israélienne de la moindre véritable obligation.

Source : [Le Web de l'Humanité](http://www.humanite.fr/)

Mercredi 19 décembre 2007

<http://www.humanite.fr/...>

### 3-3 Point de vue de Ahmad Samih Khalidi : Un "Etat" palestinien comme concept punitif.

L'Etat palestinien est maintenant devenu la norme universelle de toutes les solutions au conflit israélo-palestinien. Un agriculteur palestinien attend à la barrière de Cisjordanie qui le sépare de ses oliveraies situées derrière la barrière, dans la zone d'Ariel.

La communauté internationale applaudit le concept.

Le président Bush proclame fièrement qu'il s'agit de sa "vision".

Les Israéliens ne l'ont envisagé que tardivement, après des années de refus et de rejet.

Aujourd'hui, le Premier ministre israélien, Ehoud Olmert, non seulement appuie l'idée, mais la présente également comme ayant un intérêt existentiel pour Israël : sans elle, Israël est condamné à disparaître sous l'assaut de l'expansion de la population arabe en Israël et dans les territoires occupés. Cette marée humaine apparente peut même conduire à désastre pour l'État juif, en exigeant des droits civiques égaux à ceux des Juifs.

Mais l'Etat en tant que tel n'est qu'une donnée relativement récente des aspirations palestiniennes. La principale impulsion palestinienne après la catastrophe de 1948 était celle du "retour", il s'agissait plus de récupérer les terres et le patrimoine arabes perdus, que de réaliser la classique autodétermination post-coloniale, en passant par l'État.

Mené à un ébranlement national par le déplacement forcé catastrophique de 1948 et jusqu'au milieu des années 60, le sentiment d'une identité nationale "palestinienne" avait quasiment disparu. Cette "conscience perdue" ne fut inversée que par l'émergence du Fatah de Yasser Arafat dans la diaspora arabe à la fin des années 50.

Ce n'est qu'après la débâcle de 1967 qu'une nouvelle identité nationale palestinienne a commencé à prendre forme. En son cœur, la notion de lutte armée agissait comme une force de galvanisation. La lutte armée, selon le Fatah, a restauré la dignité palestinienne et donné aux Palestiniens leur mot à dire dans la détermination de leur avenir.

L'idée et la construction d'un Etat n'avaient pas de réelle place dans ce schéma. En effet, les premières tentatives timides visant à créer un Etat en Palestine (Cisjordanie) furent rejetés comme défaitistes et trahissant la cause nationale.

Ce n'était certainement pas l'exercice de construction institutionnelle, d'acquisition de terrains et de construction d'un Etat par la ruse comme dans le mouvement sioniste avant 1948. Après la guerre de 1973, les dirigeants du Fatah se sont à nouveau tournés vers cette notion.

C'était largement le résultat d'une lecture réaliste de l'équilibre des forces et une reconnaissance des limites de ce que la force, de la part des Etats arabes ou des Palestiniens irréguliers, était susceptible de d'obtenir..

Finalement, en 1988, Arafat lui-même a appuyé l'idée d'un Etat palestinien dans les frontières de 1967 au titre de compromis historique ; Israël derrière ces frontières obtiendrait 77% de la Palestine Mandataire et les Palestiniens se résigneraient aux 23% restants.

Aujourd'hui, l'Etat palestinien est en grande partie une construction punitive tramée par les pires ennemis historiques des Palestiniens : Israël et ses implacables alliés, les États-Unis. L'intention derrière l'Etat, aujourd'hui, est de limiter territorialement les aspirations palestiniennes, de les forcer à renoncer à leurs droits moraux, à revenir sur leur histoire et à se soumettre aux diktats d'Israël sur les questions fondamentales de souveraineté.

Son cœur est l'Autorité Palestinienne croupion qui est maintenant fondamentalement soutenue par la présence de l'armée israélienne en Cisjordanie. L'Autorité Palestinienne est de plus en plus transformée en un attirail de l'occupation israélienne ; sa fonction est de servir les intérêts sécuritaires israéliens tels que désignés par Israël lui-même et les équipes de l'armée américaine qui ont supervisé la mise sur pied des forces de sécurité palestiniennes.

Ce qui n'est vraiment pas clair, c'est comment un État indépendant peut être construit avec l'appui des forces-mêmes qui l'occupent. Ou encore comment des institutions étatiques peuvent être construites alors que l'occupation continue à déterminer tous les aspects de la vie palestinienne.

La notion d'un État était un rejeton du combat palestinien et non son point nodal. Néanmoins, il y a eu une période, à partir du milieu des années 70, où l'État aurait pu représenter le point où les aspirations nationales palestiniennes rencontraient les limites du possible.

Aujourd'hui, ce concept est moins attrayant que jamais. Olmert exige des Palestiniens qu'ils renoncent à leur histoire. Le président Bush décide pour eux de ce que doivent être leurs frontières et leurs droits. Et Tony Blair agite un doigt et dit aux Palestiniens qu'ils n'obtiendront pas le moindre état si celui-ci ne répond pas à ses normes de gouvernance de qualité (sic).

La tentation est de dire : "merci, mais non merci". Dans de telles circonstances, les Palestiniens pourront aussi bien opter pour autre chose. Ils pourraient évoquer le pire cauchemar d'Olmert et appeler à une résolution plus équitable et plus juste qui soit construite sur une base différente, faite de respect mutuel, d'égalité et de réciprocité, et un sens de véritable partenariat dans le partage des terres.

Ou les Palestiniens pourrait simplement continuer à dire non à un État qui ne répond en rien à leurs besoins essentiels. Quelle que soit la voie choisie, il est difficile de voir comment Israël peut gagner cette lutte à long terme.

**Ahmad Samih Khalidi**

Ahmad Samih Khalidi est chercheur au St Antony's College, Oxford. Il est l'auteur de "*L'identité palestinienne*", Ed. La Fabrique, 2003

Counterpunch

mardi 18 décembre 2007 –

[www.info-palestine.net](http://www.info-palestine.net)

Traduction : Blog d'Alain Gresh, Nouvelles d'Orient & Info-palestine.net

### 3-4 Point de vue de Amira Hass : Israël : l'apartheid vise aussi les poubelles.

La rage de faire main basse sur les terres palestiniennes

Le tableau n'a rien de bucolique : les deux chefs de conseils villageois sont là, devant le dépôt d'immondices de l'un des villages, Beit Liqia, et énumèrent toutes les menaces environnementales. Les maisons du village sont à deux cents mètres. Il y a des gens qui brûlent les déchets (essentiellement pour récupérer le métal des vieux câbles ou le fer des pneus) et alors, s'élève une fumée noire qui parvient aux fenêtres des maisons surpeuplées du village. Tout autour de la décharge, des plantations d'oliviers.

Plus personne n'y cueille encore les olives. Sur la décharge du village de Beit Anan, on brûle les immondices. Il est vrai qu'elle est relativement éloignée des maisons du village, mais située elle aussi au milieu des oliviers et en bordure de la route étroite. La fumée et l'odeur de plastique brûlé et de déchets organiques accompagnent ceux qui parcourent cette route.

On ne peut accuser les deux chefs des conseils – Hassan Mafarjah de Beit Liqia et Naji Jamhour de Beit Anan – de ne pas être conscient de l'importance de la préservation de l'environnement. Ils ont suivi des formations, ils ont étudié le fonctionnement de décharges d'avant-garde / perfectionnées au Japon, ils savent tout sur le tri des ordures et ils savent ce qui arrive aux eaux souterraines.

Ils avaient un rêve : ouvrir un site convenablement aménagé et éloigné des zones bâties, qui aurait servi à sept villages de la région et aurait permis une meilleure protection de l'environnement. Mais l'Administration civile [israélienne] a barré la route qu'ils avaient tracée jusqu'au site et confisqué le camion. C'est un territoire C, leur a-t-on dit. Or l'Administration civile est le Seigneur en territoire C (sous complet contrôle israélien) et plus de 95% des terres de ces villages proches de la Ligne Verte sont incluses dans ledit territoire C. Le territoire C (60% de la Cisjordanie, selon ce qui a été fixé dans les années Oslo) est exactement le territoire qu'Israël lorgne avec l'espoir d'en annexer un bon morceau dans le cadre d'un « accord définitif ». Un développement palestinien de ce territoire menacerait ses chances d'être judaïsé. C'est pourquoi Israël n'autorise pas les Palestiniens à bâtir sur leurs propres terres, à élargir le plan directeur (c'est comme ça que Beit Liqia a des airs de camp de réfugiés) ni à relier des villages au réseau de distribution de l'eau.

Pendant environ quatre ans, les Palestiniens ont mené d'épuisantes négociations avec l'armée et l'Administration civile, sur l'établissement d'une décharge principale et très perfectionnée, sous financement allemand, dans le district de Ramallah. Les autorités militaires et l'Administration civile ont finalement été d'accord pour qu'elle soit établie en territoire C non bâti et non pas juste au milieu des villages en territoire B (sous contrôle administratif palestinien mais contrôle sécuritaire israélien). Cette décharge perfectionnée ne s'ouvrira pas avant 2010, peut-être même 2011. Que se passera-t-il d'ici là ? Dans le district de Ramallah, d'une superficie de 960 km<sup>2</sup>, il y a environ 85 décharges, toutes du même acabit : autorisées mais irrespectueuses de l'environnement. Avant septembre 2000, il y avait 45 décharges locales. Leur nombre a quasiment doublé du fait de la multiplication des checkpoints et des routes barrées.

Aller jusqu'au site de Ramallah, plein à ras bord, ou jusqu'à la décharge d'Al-Azariya à l'est de Jérusalem, ce serait un suicide financier pour les conseils locaux palestiniens. Ils n'ont pour ainsi dire aucun revenu (à cause de

l'interdiction de bâtir en territoire C et du manque de rentrées liées aux taxes, du fait de l'accumulation des dettes des habitants qui tardent essentiellement à payer les factures d'eau, à cause de l'appauvrissement général dû à la politique de bouclage).

Aujourd'hui, le conseil ne peut financer le trajet d'un camion à ordures sur une distance supérieure à 10 km, explique Hassan Mafarjah. Outre que, dans toutes les directions, il y a au moins cinq barrages militaires qui garantissent que le chauffeur du camion ne pourra pas effectuer plus d'un trajet le même jour. Il apparaît donc que la rage de faire main basse sur les terres palestiniennes l'emporte sur la préservation de la qualité de l'environnement.

Haaretz, 5 décembre 2007

[www.haaretz.co.il/hasite/pages/ShArtPE.jhtml?itemNo=931186](http://www.haaretz.co.il/hasite/pages/ShArtPE.jhtml?itemNo=931186)

(Traduction de l'hébreu : Michel Ghys)

### 3-5 Dossier de Gideon Lévy : Tué en service.

#### Extrait

Rien ne peut justifier le comportement de la douzaine de soldats israéliens déguisés en civils arabes et cagoulés, qui ont foncé à bord de leur véhicule commercial dans les rues de Bethléem sans se soucier des injonctions à s'arrêter. Et quand enfin ils s'arrêtent, ils abattent un policier innocent, Mohamed Salah.

C'est l'histoire d'une pathétique tentative des Palestiniens de régner sur ce qui leur reste de territoires. C'est l'histoire de l'arrogance israélienne et de cette terrible facilité à presser la détente.

C'est l'histoire d'une vie palestinienne dont nous faisons bon marché et c'est l'histoire tragique de Mohamed Salah qui, du fait de ses problèmes de dos, avait cessé de travailler comme carreleur à Maale Adoumim et était entré dans la police palestinienne.

C'est une histoire comme nous ne devrions pas en lire. Rien au monde ne peut justifier le comportement brutal de la douzaine de soldats israéliens déguisés en civils arabes et cagoulés, qui ont foncé à bord de leur véhicule commercial dans les rues de Bethléem, comme si c'était leur ville, indifférents aux injonctions à s'arrêter et qui, lorsqu'enfin ils s'arrêtent, abattent un policier innocent qui avait osé ouvrir la portière de leur véhicule, ne mettait personne en danger mais cherchait seulement des marchandises volées ou périmées.

« Nous pensions que c'était un véhicule palestinien », nous dira, comme pour s'excuser, le commandant de l'unité chargée de faire respecter la loi, du département palestinien des taxes, à Bethléem, Wahel Anati, dont les hommes avaient demandé l'arrêt du véhicule pour contrôle. « Mohamed pensait qu'il allait faire un travail sûr, que tout était coordonné avec les Israéliens », nous dira Ibrahim, le frère de Mohamed, à l'intérieur de la vaste tente de deuil, dans le village reculé et paisible de Dar-Salah, sur la route menant au désert de Judée. Une pression de doigt sur la détente et sa famille se retrouve ravagée. « Il a seulement ouvert la portière du véhicule et ils se sont immédiatement mis à tirer sur lui, même alors qu'il était tombé à terre », nous racontera Rami Abou-Kwaider, un coiffeur de Bethléem, témoin du meurtre. « Le policier palestinien a ouvert le feu », dira le porte-parole de l'armée israélienne.

Le sang sur la chaussée n'est pas encore effacé. Le cabinet dentaire du Pr. Ahmad Rahal et le magasin de tapis « Al Maha » d'un côté de la rue, et de l'autre côté, le « Salon de Rami » et « Cocktail Arnosh ». C'est entre les tapis et les boissons sans alcool que le policier a été tué. Celui qui prépare les jus de fruits, le jeune Mohamed Hamad, a été libéré il y a deux mois, après avoir passé sept ans de détention dans une prison israélienne.

Mercredi passé, il était assis dans le magasin, à attendre les clients.

Aux alentours de quatre heures de l'après-midi, il a vu un policier palestinien arrêter un véhicule commercial qui remontait la rue. Il a vu le policier poursuivre le véhicule. Il a tout à coup entendu plusieurs coups de feu - huit ou neuf, estime-t-il - et il est alors allé se cacher dare-dare dans la petite pièce de l'arrière-boutique. Quand les coups de feu se sont arrêtés et qu'il est sorti dans la rue, il a vu le véhicule commercial disparaître en haut de la rue, laissant le policier palestinien étendu sur la chaussée.

Rami Abou-Kwaider, le coiffeur, se trouvait dehors à ce moment-là, sur le seuil de son salon. Il a vu le policier rejoindre le véhicule - qui s'était arrêté dans cette rue qui quitte la route d'Hébron pour former la rue principale de Bethléem - et en ouvrir une portière. Il avait son fusil à la main, raconte-t-il, mais pointé vers le sol. Au moment où il a ouvert la portière, on a ouvert le feu de l'intérieur du véhicule et le policier s'est effondré en avant. « Ils ont continué à tirer sur lui alors qu'il était étendu sur la chaussée », a raconté le coiffeur. Deux secondes plus tard, le véhicule disparaissait en haut de la rue. Mohamed Salah murmurait encore. Rami Abou-Kwaider a relevé son manteau et a découvert la blessure à la poitrine. Ils ont arrêté une voiture qui passait dans la rue et ont emmené d'urgence Mohamed Salah à l'hôpital « Hussein » de Beit Jala, tout proche. C'est là que le policier est décédé. Le propriétaire du supermarché qui se trouve au bout de la rue, Taysir Kalif, était près de la caisse et il a entendu les coups de feu, de loin, et il est sorti de son magasin. C'est un quartier paisible, d'habitations et de commerces, et ici on entend tout. Du véhicule commercial a surgi un homme cagoulé et armé d'une mitraillette qui, sous la menace de son arme, a ordonné à Kalif et à ses employés de rentrer immédiatement dans le magasin. Une douzaine d'hommes cagoulés et armés sont sortis du véhicule et sont entrés dans la cage d'escalier voisine. Ils sont restés là une quarantaine de minutes, ne laissant entrer ni sortir personne, jusqu'à l'arrivée de forces importantes de l'armée israélienne qui, tout en semant des grenades lacrymogènes et des grenades détonantes, les ont délivrés de la cage d'escalier où ils s'étaient retranchés.

Suite : Lire pièce jointe

## 5 Annexe - Géopolitique et stratégie – Réflexion.

Ndlr : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage les analyses ou point de vue des auteurs, mais doit être vu comme information

### 5-1 Un Etat, deux Etats en Palestine : le faux débat.

Depuis quelques années, et plus précisément après 2003, des discussions sont engagées dans des cercles restreints en Palestine, dans le monde arabe et dans les milieux de la solidarité en Europe et ailleurs, sur la solution politique future de la question palestinienne : un Etat ou deux Etats ?

Si nous essayons d'examiner exactement l'émergence et le contenu de la question, nous réalisons alors que sous les termes « un Etat » ou « deux Etats » se cachent différentes attitudes, allant du sionisme à l'antisémitisme.

Un seul Etat

Le programme de l'OLP avait déjà proposé la solution d'un seul Etat palestinien sur le territoire historique de la Palestine, sous l'appellation « un Etat libre et démocratique en Palestine », où vivraient musulmans, chrétiens et juifs dans un seul pays, qui est évidemment la Palestine libérée. L'OLP affirmait par cette proposition qu'elle n'envisageait pas la suppression des Juifs mais la suppression de l'Etat d'Israël, érigé sur les ruines de la Palestine.

Mais il est clair que la proposition d'un seul Etat qui émerge ces temps-ci n'a rien à voir avec la proposition de l'OLP, même si certaines voix essaient de s'y référer, en introduisant certaines modifications.

Entre la proposition de l'OLP et les propositions actuelles d'un seul Etat, existent plusieurs différences :

- 1 - la proposition de l'OLP émanait d'un programme politique de lutte et l'Etat qui serait formé serait le couronnement d'une libération, alors que les différentes propositions actuelles émanent d'un sentiment d'impuissance face à l'expansion sioniste, où dans les meilleurs des cas, il est proposé aux Palestiniens d'accepter le fait accompli en contrepartie d'une reconnaissance d'une citoyenneté dans un Etat unique.
- 2 – La proposition d'un Etat unique en Palestine, formulé par l'OLP, signifiait la destruction de l'Etat d'Israël, ou du moins de ses institutions fondamentales : sécuritaires (armée surtout) et colonisatrices (colonies, colons, droit d'émigration des juifs) ; or dans les propositions formulées actuellement pour un seul Etat en « Israël-Palestine », nulle mention de ces institutions, à moins de vouloir intégrer les Palestiniens à l'armée sioniste et nulle mention de démantèlement des colonies, comme si elles devaient rester en place, et qu'il suffit de déclarer l'égalité des droits de tous les citoyens pour que les colons de Cisjordanie, de Galilée ou du Naqab deviennent des gens respectables.
- 3 – La proposition d'un Etat unique en Palestine, formulée par l'OLP, parlait d'une Palestine arabe, la population palestinienne étant arabe, refusant de légitimer l'élément exogène venu d'ailleurs, en vue de coloniser une terre. Les Juifs émigrés voulant demeurer dans la Palestine arabe bénéficieraient de leurs droits de citoyens. Or, dans les propositions actuelles d'un Etat unique, il est souvent fait mention d'Etat bi-national, considérant que les Israéliens constituent une nation, ce qui signifie la consécration du sionisme, alors que l'histoire de l'Etat d'Israël montre bien que les Juifs ayant débarqué en Palestine pour la coloniser ne sont liés que par leur religion, et nous savons pertinemment que la religion ne forme pas une nationalité, à moins d'une exception juive, ce qui nous ramène à l'idéologie sioniste. Un Etat bi-national reprend l'idéologie sioniste où d'un côté, ce sont les Juifs (religion érigée en nation), et de l'autre, les Arabes. Plus question alors d'une Palestine arabe, faisant partie d'un environnement arabe indissociable, que la vision coloniale, raciste et impérialiste refuse de voir et reconnaître. La question qui se pose : est-ce que les colons juifs, russes, allemands, yéménites, irakiens, français, américains, forment une nation, alors que les Arabes, palestiniens, syriens, égyptiens, libanais, irakiens, non ? La proposition d'ériger cet Etat unique au cœur du monde arabe, qui en serait séparé parce qu'il serait exceptionnel, n'est qu'une consécration du démantèlement du monde arabe par les accords de Sykes-Picot.
- 4 – L'Etat unique en Palestine formulé par l'OLP incluait le retour des réfugiés à leurs villages, à leurs propriétés, à leurs terres et à leur pays. Certaines propositions récentes pour un Etat unique incluent ce retour, mais la plupart l'ignorent. Combien de colons juifs seraient-ils prêts à remettre aux réfugiés palestiniens leurs maisons, leurs propriétés, leurs terres et accepter de vivre aux côtés des réfugiés retournés au pays ? Il suffit de voir l'attitude des colons de Galilée envers les réfugiés internes (les Palestiniens réfugiés à quelques kilomètres de leurs terres mais demeurés dans les frontières de l'Etat d'Israël) pour comprendre l'emprise de l'idéologie sioniste sur le public israélien.
- 6 – La proposition de l'OLP ne laissait aucun doute sur le sort des institutions coloniales et sécuritaires, institutions, rappelons-le, auxquelles participent tous les Israéliens. Ces institutions ont forgé la mentalité coloniale israélienne avec un racisme de plus en plus développé, comme le montre le dernier rapport de l'association israélienne pour l'égalité des droits. Comment penser la formation d'un Etat unique où cohabiteraient colons et



Palestiniens, avec le maintien de ces institutions coloniales et sécuritaires ? Si ces institutions sont démantelées, pouvons-nous parler encore d'Israël ? Et si elles ne le sont pas, l'Etat unique proposé ne sera que la consécration du grand Israël, avec une soumission palestinienne.

Car comment envisager une égalité de droits des citoyens dans le cadre de l'Etat d'Israël, qu'il soit nommé Israël-Palestine, Palestine-Israël ou tout autre méli-mélo ? Les deux fondements de cet Etat sont la colonisation (confiscation des terres, établissement des colonies et expulsion de la population) et la sécurité (arrestations et rafles, expansion territoriale sous prétexte d'assurer sa sécurité, soumission et modification de la nature des pays voisins, maintien d'une suprématie militaire dans la région, alliance stratégique avec l'impérialisme), sans parler du racisme inhérent au sionisme et de la stratégie sioniste, inscrite sur le fronton de la Knesset (Du Nil à l'Euphrate). La question est : est-ce que l'Etat d'Israël, fondé par le sionisme allié à l'impérialisme, pour être une tête de pont de l'impérialisme dans la région, pour démanteler le monde arabe, peut se transformer sans démantèlement de sa structure et de ses appareils ?

Comment envisager la constitution d'un seul Etat sans passer par la lutte de libération qui doit démanteler colonies et armée, ce qui signifie, dans le cas d'Israël, démanteler la société, fondée sur ces deux éléments ? Comment transformer une société coloniale et guerrière en société pacifique ? Est-ce en se soumettant à ses appareils ou bien en menant une lutte de libération, au cours de laquelle des éléments de la société coloniale intègrent progressivement cette lutte, sans la dénigrer et sans se placer au-dessus, sous prétexte d'une supériorité quelconque, de race, de religion et/ou de culture ? Nous savons pertinemment que seules les luttes de libération armées peuvent porter des coups à l'appareil sécuritaire sioniste, fondement de l'Etat.

Les propositions récentes pour un seul Etat font l'impasse de l'origine, du passé et du présent de l'institution coloniale israélienne, même si certaines étalent un savoir historique, sans cependant en tirer les leçons. Il est réclamé, dans ces propositions, la reconnaissance de fait de l'établissement colonial sioniste en Palestine, la modification de certaines de ses lois pour permettre aux Palestiniens de s'y intégrer, sans plus. En fait, une générosité plus large que celle de Barak, à camp David, juste avant le déclenchement de l'Intifada, mais plus sournoise, car si la lutte palestinienne est actuellement dans l'impasse, l'établissement sioniste l'est encore plus. Il a besoin de reconnaissance et de légitimation, historique (formulée par les dirigeants sionistes), et/ou actuelle (formulée par les nouvelles propositions). Israël restera un corps étranger même si les régimes arabes et les Palestiniens sont obligés par le rapport de forces, à le reconnaître.

Sept ans après le début de l'Intifada, qui a bouleversé l'Etat sioniste au niveau de sa sécurité, il est de plus en plus demandé, à divers niveaux, de reconnaître cet Etat ou cet établissement, avant sa disparition. Au niveau des dirigeants de ses appareils, la demande de reconnaître l'Etat d'Israël en tant qu'Etat juif traduit une volonté de légitimer le sionisme, de faire reconnaître par le monde non pas qu'Israël existe, mais qu'il a le droit d'exister sur la Palestine colonisée et même de s'étendre, que le sionisme est un droit et que la lutte contre le sionisme est illégitime et illégal.

Au niveau des propositions récentes pour un seul Etat, qu'elles émanent d'Israéliens, d'Européens, d'Américains ou d'Arabes, c'est la reconnaissance de l'établissement colonial et sa légitimation qui sont réclamées, sous prétexte de démoralisation, d'impuissance, ou d'historicité (mais que valent 60 ans d'occupation ?) Peut-on, de plus, fonder une stratégie de lutte avec un état d'esprit envahi par l'impuissance et le désespoir ?

#### Deux Etats

##### a) Un Etat sur toute parcelle de terre libérée

C'est la formule consacrée par le programme transitoire de l'OLP en 1974 qui, pour la première fois depuis le début de la lutte de libération de la Palestine, déclenchée bien avant l'occupation des territoires en 1967, distingue le pays de la Palestine toute entière en territoires. Il fut alors clair, dès cet instant, que l'OLP consacrerait son effort à la libération de la Cisjordanie (y compris la partie orientale d'al-Quds) et de la bande de Gaza, dont l'occupation en juin 1967 avait été dénoncée par ce qui s'appelle la communauté internationale, le Conseil de sécurité de l'ONU entre autres.

C'est l'origine de l'idée de deux Etats, mais ce n'était pas encore la formule de deux Etats, puisqu'il ne s'agissait que d'un programme transitoire, qui mènerait à la formation d'un Etat sur « toute parcelle de terre libérée » considérant que la partie de la Palestine occupée en 1948 devait aussi être libérée, par la suite. Dans cette formulation, le retour des réfugiés palestiniens était une évidence, puisque toute libération entraînerait également le retour des réfugiés.

##### b) Un Etat palestinien sur les territoires occupés en 1967

La défaite de juin 1967 consacre la présence de l'Etat sioniste, lorsque la résolution du conseil de sécurité de l'ONU affirme qu'il devrait avoir des « frontières sûres et reconnues » (résolution 242). Mais l'OLP ne reconnaîtra cette résolution que très tard, sous les multiples pressions, même si certaines de ses organisations, comme le FPLP, ne la reconnaissent toujours pas dans leurs programmes. C'est à partir de cette date que les cercles impérialistes exercent leurs pressions pour qu'il y ait reconnaissance de l'Etat sioniste sur la partie occupée en 1948 et que le programme d'un Etat palestinien en Cisjordanie, dans la bande de Gaza dont la capitale serait la partie orientale d'al-Quds, signifierait implicitement la reconnaissance de l'Etat sioniste.

La formulation de deux Etats adoptée par l'OLP incluait cependant l'idée de démantèlement de toutes les colonies, comme cela s'est déroulé dans la bande de Gaza, qui, en un certain sens, a été libérée non pas suite aux accords d'Oslo, mais lors du désengagement unilatéral, ce qui signifie en termes plus clairs, démantèlement des colonies, évacuation des colons et libération du territoire. La libération de la bande de Gaza n'a, bien sûr, pas été totale puisqu'immédiatement après, elle a été encerclée et transformée en prison. Le problème ne consiste



pas dans le fait que la décision a été « unilatérale », mais dans le fait que les sionistes, contraints à partir, ont voulu se venger en encerclant la bande de Gaza, avec le soutien de la communauté internationale : les voies de passage ont été contrôlés, l'aéroport est resté fermé et le maintien de la bande de Gaza à la merci de l'Etat d'occupation.

La libération de la bande de Gaza est un événement marquant qui n'a pas été vu à sa juste mesure, pour plusieurs raisons. Comme pour le sud du Liban, le retrait des colons et soldats sionistes a été sous-estimé par les cercles de l'oppression et leurs amis, faisant passer ces événements pour une décision israélienne et non une libération.

Sous-entendu : Israël seul décide, les Arabes n'ont aucune force pour peser sur le cours des événements, appuyant le défaitisme arabe qui prévaut depuis juin 1967. D'autre part, l'encercllement du territoire libéré a minimisé la portée du retrait des colons. Cependant, la libération de la bande de Gaza des colons a montré d'une part, qu'il est possible de se débarrasser des colons par la résistance armée, et d'autre part, que les accords d'Oslo avaient maintenu l'occupation, donnant juste une illusion de libération par la formation d'une Autorité palestinienne.

Ce n'est pas un vain mot que d'affirmer qu'Israël a peur d'entrer à nouveau à Gaza. Certains diront qu'il ne veut pas, mais cela revient au même, il ne veut pas car il a peur de perdre des soldats, parce qu'il y a une résistance armée qui fera échec ou qui fera payer le prix très cher toute tentative d'invasion, comme cela a eu lieu au sud-Liban, encore une fois.

c) l'Etat palestinien à la mode israélienne ou un seul Etat à la mode de l'Autorité palestinienne.

Actuellement, c'est l'Etat sioniste qui prétend vouloir fonder un Etat palestinien malgré son expansion et sa colonisation d'une vaste partie du territoire prévu par les résolutions 242 et 338 du conseil de sécurité. Pour les dirigeants sionistes, c'est la nouvelle version des anciennes thèses travaillistes qui est en discussion : ne vaut-il pas mieux isoler les Palestiniens dans un Etat aussi restreint que possible pour éviter qu'ils ne constituent une majorité démographique dans un Etat d'Israël sur toute la Palestine ? La crainte de paraître « non démocratique » ou « pratiquant l'apartheid » serait, d'après une courte interview d'Olmert au quotidien sioniste Haaretz, derrière la nouvelle vision israélienne de l'Etat palestinien en Cisjordanie et Gaza.

D'autre part, au temps où l'Autorité palestinienne avait encore un semblant de pouvoir, c'est elle qui menaçait de revendiquer un Etat unique, juste en tant que pression, pour faire admettre à Israël le bien-fondé des deux Etats, ce qui signifie que cette proposition n'a été, au cours de quelques mois, qu'un épouvantail lancé par l'Autorité pour faire reculer Israël et l'amener « à la raison ».

Il reste encore à mentionner la proposition du Rassemblement national démocratique, présidé par dr. Azmi Bishara, qui réclame un « Etat pour tous ses citoyens », mais l'Etat dont il parle n'est pas « un seul Etat en Israël-Palestine », mais en Israël même, débarrassé du sionisme. Le Rassemblement national démocratique n'a pas souscrit à l'idée « d'un seul Etat » pour la simple raison qu'il lutte pour la fin de la colonisation et la destruction de l'appareil colonial, c'est-à-dire le démantèlement de toutes les colonies en Cisjordanie, et ensuite, l'arrêt de la colonisation et de judaïsation de la Galilée et des terres arabes dans la Palestine occupée en 48, tout comme il réclame le retour inconditionnel des réfugiés à leurs terres, villages et propriétés. Le Rassemblement national démocratique exprime par là une vision stratégique, sur le long terme, et non pas un état d'abattement et de désespoir face à l'extension coloniale.

Il est clair que la question débattue, un Etat ou deux Etats, dans les termes proposés par les uns et les autres, est un faux débat, notamment parce que la Palestine est occupée et que son peuple a été rendu, en majorité, réfugié, soit dans son propre pays soit dans l'exil. La question n'est pas l'Etat, ses dimensions et ses frontières, mais la libération qui signifie d'une part, retrait des colons et démantèlement des colonies, et d'autre part, démantèlement de l'appareil sécuritaire sous toutes ses formes. Ces deux tâches ne peuvent être accomplies que par la résistance, notamment armée, colons et militaires devant se sentir dans l'insécurité. La résistance du Hizbullah contre l'agression israélienne en juillet 2006 a largement contribué à susciter cette insécurité. C'est également le rôle de la résistance palestinienne, depuis le début de l'intifada al-Aqsa, où Israël vit les pires moments de son histoire, puisqu'il est obligé de s'appuyer sur les forces impériales à tous les niveaux de son maintien. C'est cette vision à long terme où la déstabilisation progressive de l'Etat sioniste, même dans un rapport de force défavorable, peut enfin entraîner sa chute, sous l'effet d'une accumulation et d'une mobilisation incessantes des sociétés arabes. Hors de ce parcours, tout Etat constitué ne pourra être que la consécration de l'occupation, de la colonisation, de la domination impériale sur cette partie du monde arabe.

Si la France de Sarkozy propose à présent d'envoyer ses soldats pour assurer la sécurité d'Israël, sous le prétexte de maintenir l'ordre dans les territoires occupés, n'est-ce pas un signe que la résistance armée des Palestiniens a réussi à porter des coups importants à la sécurité israélienne ? Si les Etats européens se sont manifestés pour faire partie de la FINUL (forces de l'ONU présentes au Sud-Liban), n'est-ce pas pour protéger Israël ? Israël est devenu incapable d'assurer sa propre sécurité, il a besoin des renforts occidentaux afin de poursuivre son rôle de gendarme de l'impérialisme, contre les sociétés arabes. C'est l'œuvre de la résistance et des résistants, en Palestine et au Liban.

C'est pourquoi la discussion sur un Etat ou deux Etats paraît surréaliste. Elle a pour fonction essentiellement d'écarter l'idée de libération, ou de la lutte de libération, qui reste la voie la plus sûre et la plus juste pour se

débarrasser de l'injustice historique qui a été commise et qui se poursuit jusqu'à présent, contre le peuple palestinien essentiellement, mais aussi contre la région arabe dans son ensemble, et notamment le Liban. Dans le cadre de la domination américaine, il n'y a, pour effacer l'humiliation et l'injustice historiques commises, que la voie de la lutte et de la résistance. Résistance multiforme, certes, mais essentiellement armée. Sans cette résistance, l'alliance impérialiste, qui a confisqué la voix de la communauté internationale, parviendra à tout dominer et à démanteler toutes les sociétés.

Un Etat ou deux Etats, peu importe, quand ces solutions ne sont pas issues de la résistance et de la lutte pour la libération.

**CIREPAL**

(Centre d'information sur la Résistance en Palestine)

19 décembre 2007